

**DIAGNOSTIC PORTANT SUR LA GESTION DES PRODUITS,
EQUIPEMENTS, MATERIAUX ET DES DECHETS
ISSUS DE LA DEMOLITION OU DE LA RENOVATION SIGNIFICATIVE DE BATIMENTS**

DOSSIER DH-230165-001-DCH-DG02

1. DESIGNATION DES LOCAUX OBJETS DE LA MISSION

**CEA
BATIMENT D4 – DALLAGE ET ENROBES
14 AVENUE DES MARTYRS
38054 GRENOBLE**

Périmètre de repérage : Le dallage du bâtiment et les enrobés périphériques

2. DONNEUR D'ORDRE / PROPRIETAIRE

<u>Donneur d'Ordre :</u>	CEA de GRENOBLE DPEI/SPPEP/GPP MILLOT Nicolas 17 avenue des Martyrs 380	<u>Propriétaire :</u>	CEA de GRENOBLE
<u>Accompagnateur :</u>	Millot Nicolas		


3. OBJET DE LA MISSION

Réalisation d'un diagnostic portant sur la gestion des produits, matériaux et des déchets issus de la démolition ou rénovation significative de bâtiments.

4. CADRE REGLEMENTAIRE :

- Décret n° 2021-821 du 25 juin 2021 relatif au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et des déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments
- Décret 2011-610 du 31 mai 2011 et arrêté du 19 décembre 2011 relatifs au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition,
- Liste de codification des déchets (Annexe II de l'article R. 541-8 du CE)
- Décision n° 2003/33/CE du 19/12/02 établissant des critères et des procédures d'admission des déchets dans les décharges
- Principe de responsabilité du producteur de déchets : articles L 541-2 et L 541-23 du Code de l'Environnement
- Principe de responsabilité élargie du producteur (REP) : article L 541-10 du Code de l'Environnement

5. DESIGNATION DU CHARGE D'ETUDE

Chargé d'étude	Pascal BIGOT	
Désignation de la compagnie d'assurance	AXA n°10128485304 01/01/2023 au 01/01/2024	
Date d'intervention	05/06/2023	

Seule l'intégralité du rapport original peut engager la responsabilité du Bureau d'Etudes LEI

Indice	Date	Modification(s)
DG01	15/06/2023	Première diffusion
DG02	23/06/2023	Mise à jour reprenant les surfaces d'enrobés mesurées sur le plan topographique à partir des indications du rapport de repérage amiante

*Ce tableau des avenants indique l'état des mises à jour éventuelles de nos rapports d'intervention.
La dernière version mise à jour annule et remplace la version antérieure du rapport d'intervention.
Nous vous suggérons de détruire toutes les versions antérieures portant le même numéro de dossier.*

Ce document reste la propriété du Bureau d'Etudes LEI jusqu'à son paiement intégral.

42, rue Simone Veil
69694 VENISSIEUX Cedex
Tel. : 04 78 95 61 61 - Fax. : 04 78 95 61 60
contact@lei.fr - www.lei.fr

SAS au capital de 250 000€ - 400 375 648 00054 - RCS LYON B 400 375 648 - NAF 7120 B



SOMMAIRE

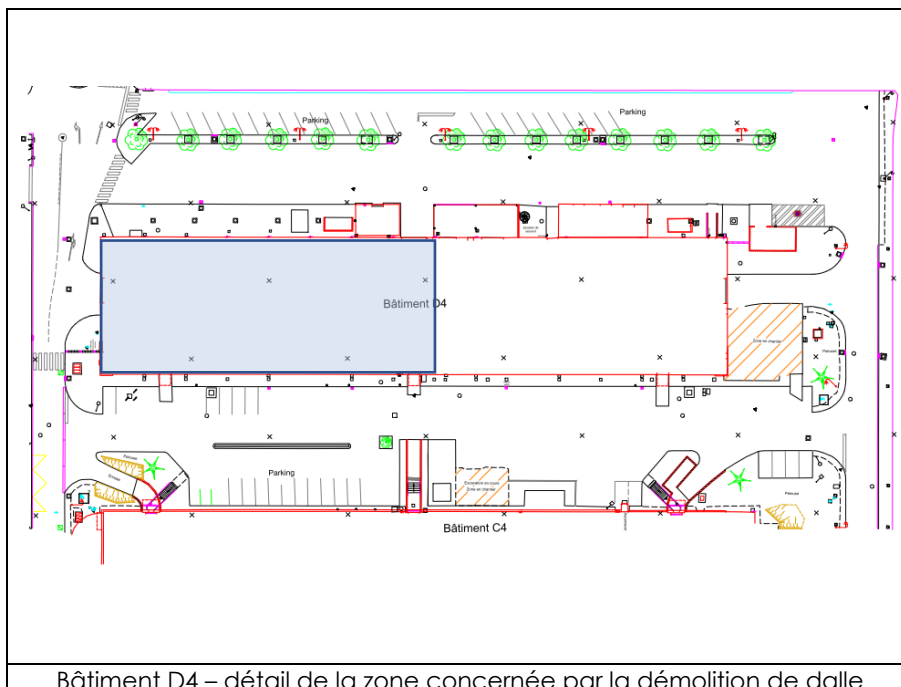
1. DESIGNATION DES LOCAUX OBJETS DE LA MISSION	1
2. DONNEUR D'ORDRE / PROPRIETAIRE	1
3. OBJET DE LA MISSION	1
4. CADRE REGLEMENTAIRE :	1
5. DESIGNATION DU CHARGE D'ETUDE	1
6. LOCALISATION ET CARACTERISTIQUE DU SITE	4
7. DESCRIPTIF DES BATIMENTS	5
7.1 DESCRIPTIF SOMMAIRE DES BATIMENTS	5
7.2 DESCRIPTIF DE L'OPERATION CONCERNEE PAR LE DIAGNOSTIC	5
7.3 LOCAUX OU PARTIES D'OUVRAGE VISITES	5
7.4 LOCAUX OU PARTIES D'OUVRAGE NON-VISITES	6
7.5 LIMITES DU DIAGNOSTIC.....	6
8. ANALYSE DOCUMENTAIRE	7
8.1 LISTE DES DOCUMENTS TRANSMIS	7
9. MODE OPERATOIRE	7
10. DEFINITION DES DIFFERENTS TYPES DE DECHETS	8
10.1 LES DECHETS INERTES - DI	8
10.2 LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES – DNDNI	9
10.3 LES DECHETS DANGEREUX - DD	11
10.4 DECHETS PARTICULIERS	12
11. CARACTERISATION DES PRODUITS, EQUIPEMENTS ET MATERIAUX (PEM) IDENTIFIES COMME POTENTIELLEMENT REEMPLOYABLE	13
11.1 REMBLAIS DE FONDATION	13
11.2 BORDURES DE VOIRIE.....	13
12. DECHETS INERTES IDENTIFIES SUR SITE (DI).....	14
13. DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES IDENTIFIES SUR SITE (DNDNI).....	15
14. DECHETS D'EQUIPEMENT IDENTIFIES SUR SITE (DE)	16
15. DECHETS DANGEREUX IDENTIFIES SUR SITE (DD).....	16
16. REPARTITION DES TONNAGES VERS LES DIFFERENTES FILIERES DE TRAITEMENT SELON ETUDE.....	17
17. CONDITIONS ECONOMIQUES ET TECHNIQUES NECESSAIRES A LA VALORISATION OU A L'ELIMINATION DES DECHETS	18
17.1 LES DECHETS INERTES.....	18
17.1.1 Bétons et pierres	18
17.2 LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES.....	19
17.3 LES METAUX.....	19
17.4 LES PLASTIQUES	20
18. PHASAGE DE DECONSTRUCTION, FILIERE DE TRAITEMENT	21

19. FILIERE DE TRAITEMENT.....	21
19.1 COLLECTE ET REGROUPEMENT / PRETRAITEMENT DES DECHETS DANGEREUX	21
19.2 INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE DECHETS DANGEREUX	21
19.3 INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX.....	22
19.4 INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES.....	22
20. DETAIL DES DECHETS.....	22
21. ANNEXE – ATTESTATION D'ASSURANCE	23

6. LOCALISATION ET CARACTERISTIQUE DU SITE



Bâtiment D4



Bâtiment D4 – détail de la zone concernée par la démolition de dalle

7. DESCRIPTIF DES BATIMENTS

7.1 DESCRIPTIF SOMMAIRE DES BATIMENTS

	Bâtiment D4	Commentaire éventuel
Année de construction	1960 environ	
Année de réhabilitation	Non communiqué	
Surface du bâtiment	972 m² environ	Uniquement la partie de dallage concernée
Nombre de niveaux	1	
Type de plancher	Dalle béton	
Type de murs extérieur		Sans objet
Type de murs et cloisons intérieurs		Sans objet
Charpente		Sans objet
Couverture		Sans objet
Type d'activité/occupation	Recherche	En travaux le jour de notre intervention

7.2 DESCRIPTIF DE L'OPERATION CONCERNEE PAR LE DIAGNOSTIC

	Description de l'opération	Complément éventuel, parties de bâtiment concernées etc,
	Démolition totale	
X	Démolition partielle	Parties de bâtiment concernées : Dallage (voir zone délimitée sur le plan du bâtiment) Enrobés extérieurs
X	Rénovation significative touchant le second œuvre	Destruction ou remplacement des planchers
		Cloisons intérieures
		Cloisons extérieures
		Huisseries extérieures
		Installation sanitaire de plomberie
		Installation électriques et systèmes de chauffage
X	Autre : à préciser	Retrait des enrobés en périphérie du bâtiment

7.3 LOCAUX OU PARTIES D'OUVRAGE VISITES

- Bâtiment D4 : partie d'entrepôt concernée par les travaux de restructuration (voir aperçu au paragraphe 6)
- Enrobés en périphérie du bâtiment D4

7.4 LOCAUX OU PARTIES D'OUVRAGE NON-VISITES

Sans objet

7.5 LIMITES DU DIAGNOSTIC

Le diagnostic vise en l'évaluation des quantités de déchets pouvant être générées lors des opérations décrites au point [Descriptif de l'opération concernée par le diagnostic](#).

Cette évaluation a été réalisée sur la base de relevés effectué sur site, et par conversion en tonnages des quantités mesurées.

Ces quantités estimées peuvent différer des quantités réellement produites sur site.

Les paramètres pouvant influencer cet écart peuvent être :

- l'inadéquation des abaques utilisées pour effectuer les conversions : nous nous efforçons d'utiliser les paramètres les mieux adaptés à nos constatations sur site, mais ils peuvent néanmoins différer des éléments présents sur site,
- les opérations de démolition ou travaux réalisées qui peuvent notamment regrouper des déchets que nous avons identifiés de manière séparée,
- l'estimation des éléments non accessibles,
- ...

Les filières d'élimination/recyclage ont été indiquées en fonction des filières généralement retenues pour les matériaux.

Le choix de filières peut être affiné par des analyses physico-chimiques réalisées sur les matériaux. Il s'agit notamment des matériaux souillés, ou recouverts de substances dangereuses.

8. ANALYSE DOCUMENTAIRE

8.1 LISTE DES DOCUMENTS TRANSMIS

Type de document	Référence du document	Date du document	Document communiqué
Plan au format .pdf/.dwg des niveaux	Plan topographique	04/05/2023	X
RAPPORT DE REPERAGE DES ENROBES CONTENANT DES HYDROCARBURES AROMATIQUES POLYCYCLIQUES (HAP) AUTOUR DU BATIMENT D4	JL Expertise 2304MAK2807R02	17/05/2023	X
RAPPORT DE REPERAGE AVANT TRAVAUX DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE DES ENROBES AUTOUR DU BATIMENT D4	JL Expertise 2304MAK2807R01	09/05/2023	X
RAPPORT DE REPERAGE PLOMB AVANT TRAVAUX SOL + FACADE GRAND HALL BATIMENT D4	JL Expertise 2302MAK2756R04 Ind A	22/02/2023	X
RAPPORT DE REPERAGE AVANT TRAVAUX DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE SOL + FACADE GRAND HALL BATIMENT D4	JL Expertise 2302MAK2756R03	22/02/2023	X

9. MODE OPERATOIRE

Préalablement à notre intervention, nous réalisons une analyse des documents qui nous ont été communiqué afin de déterminer les déchets nécessitant un relevé particulier (amiante, plomb, sols pollués, ...).

Lors de notre intervention, à l'aide d'un télémètre laser et éventuellement d'un mètre ruban, nous réalisons un relevé le plus exhaustif possible de tous les matériaux présents sur site. Des croquis réalisés sur site, des photos, ou encore un recollement des documents fournis nous permettent d'estimer les quantités de matériaux non accessibles.

Les quantités mesurées sont enregistrées dans notre outil de saisie qui nous permet de déterminer les quantités totales par matériau.

Les conversions sont réalisées à l'aide d'abaques, de catalogues produits, des plaques signalétiques etc. et permettent de déterminer les tonnages par type de déchet.

10. DEFINITION DES DIFFERENTS TYPES DE DECHETS

Source : ADEME

10.1 LES DECHETS INERTES - DI

Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas, et ne produisent aucune autre réaction physique, chimique ou biologique de nature à nuire à l'environnement ou à la santé.

Les déchets inertes sont principalement des déchets minéraux produits par l'activité de construction (BTP, industrie de fabrication de produits de construction) : béton, tuiles et briques, agrégats d'enrobés, déblais, vitrage, etc.

Attention, bien que minéraux, les déchets de plâtre et de laine de verre ou de roche ne sont pas des déchets inertes.

Du point de vue de la classification des déchets, les déchets inertes sont une sous-catégorie de déchets non dangereux. Ils constituent plus de 90 % des déchets produits par les travaux publics et de l'ordre de 70 % de ceux produits par le bâtiment.

Il existe deux types de valorisation :

Le réemploi :

Exemple : reprise des enrobés existants in situ dans la fabrication des nouveaux enrobés lors de travaux d'entretien de la voirie


Les actions de gestion optimisée des matériaux d'un site (exemple : reprise de bétons de démolition de bâtiment "propres" concassés comme matériaux de nivellement du site de démolition).

Ce type de déchet peut facilement être recyclé sous forme de matériaux, alternatifs aux granulats de carrières, pour une utilisation en technique routière. Ce type d'utilisation bénéficie notamment d'un encadrement technique et environnemental complet.

Le recyclage :

Il est principalement réalisé sur des installations dédiées, soumises à la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Il consiste en une succession de scalpage/criblage (tri par taille) et de concassage (réduction de taille), avec un retrait éventuel d'éléments préjudiciables au recyclage (bois, plastiques, plâtre, métaux, etc.).

À défaut de recyclage, les déchets inertes peuvent être utilisés aux fins de réaménagement de carrières ou éliminés en installations de stockage de déchets inertes.

Typologie	Exemple de matériaux	Code déchet	Filière	Exutoires	Conteneurs
	Béton, parpaings, Pierre	17.01.01	Réutilisation sur site, réutilisation après concassage et criblage, recyclage, enfouissement	Autre site, plateforme digitale, Centre de valorisation DI	Camion benne 4x2, benne 7 à 12 m ³
	Pierre	17.01.01	Réemploi, réutilisation après concassage, recyclage, enfouissement	Centre de valorisation DI	Camion benne 4x2, benne 7 à 12 m ³
	Verre	17.02.02	Recyclage, enfouissement	Centre de valorisation DI	Benne 7 à 12 m ³
	Brique	17.01.02	Réutilisation après concassage, recyclage, Enfouissement	Centre de valorisation DI	Camion benne 4x2, benne 7 à 12 m ³
	Terre non polluée, sable	17.05.04	Réutilisation sur site ou ex situ	Autre site, plateforme digitale	Camion benne 4x2, benne 7 à 12 m ³
	Déchets inertes en mélange	17.01.07	Réutilisation sur site, réutilisation après concassage, recyclage, enfouissement	Autre site, plateforme digitale, Centre de valorisation DI	Camion benne 4x2, benne 7 à 12 m ³

10.2 LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES – DNDNI

Anciennement nommés déchets industriels banals (DIB), les déchets non dangereux sont des déchets ni inertes, ni dangereux pour l'environnement ou la santé.

On les distingue par leur origine et leur nature. Ils sont identifiés d'après une nomenclature, mais également selon la filière de traitement ou de valorisation qu'ils ont suivie après avoir été réduits au maximum.

Il existe différents types de déchets :

Les déchets recyclables

Ces déchets sont constitués de matériaux qui, après une éventuelle étape de prétraitement, et/ou de transformation, peuvent être utilisés en substitution d'une matière première vierge dans un cycle de production (recyclage).

- le verre (issu des emballages en verre des ménages et du secteur de l'hôtellerie) ;
- les métaux (entreprises, emballages des ménages, équipements électriques et électroniques) ;
- les cartons (pour les activités économiques, les administrations et les ménages) ;
- les papiers ;
- le bois ;
- les plastiques ;
- les textiles.

D'autres filières se développent progressivement pour des gisements qui n'étaient pas recyclés auparavant : matelas, meubles ...

A noter que les produits et emballages recyclables faisant l'objet d'une consigne de tri et relevant d'un dispositif de REP sont soumis à la signalétique commune **Triman**. Cette signalétique informe le consommateur que le produit ou l'emballage doit être trié pour rejoindre une filière de recyclage adaptée.

Les déchets organiques

Ces déchets comportent de la matière organique biodégradable : il s'agit essentiellement de déchets de jardin, de restes de repas pour les ménages ou la restauration collective, d'invendus de la distribution de déchets agroalimentaires...

Certains de ces déchets peuvent être évités, d'autres peuvent être valorisés dans des filières adaptées. Quelques exemples de catégories :

Les déchets présentant un intérêt comme combustible


Ces déchets sont utilisés dans des filières de valorisation énergétique. Il peut s'agir de déchets ménagers ou industriels résiduels, après mise en œuvre des collectes séparées, ou de refus de tri, riches en matériaux plastiques.

Les déchets en mélange

Ces déchets sont plus difficiles à valoriser. Ils suivent souvent la voie de l'élimination en stockage.

Il s'agit notamment des :

- Métaux et leurs alliages,
- Bois bruts ou faiblement adjuvantés,
- Papiers, Cartons,
- Plastiques,
- Laines minérales,
- Peintures, vernis, colles, mastics en phase aqueuse (ne comportant pas de substances dangereuses),
- Cartouches ne contenant pas de produits toxiques,
- Mélanges de ces différents déchets, y compris les mélanges contenant des déchets inertes,
- DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) ne contenant pas de substances dangereuses,
- Déchets alimentaires liés à la vie sur le chantier...
- du Plâtre.

Typologie	Exemple de matériau	Code déchet	Filière	Exutoires	Conteneurs
	Métaux en mélange	17.04.07	Réemploi, recyclage après broyage et tri	Centre de récupération des métaux	Benne de 30m ³ , benne avec grappin
	Aluminium	17.04.02	Recyclage	Centre de récupération des métaux	Benne de 30m ³ , benne avec grappin
	Fer et acier	17.04.05	Recyclage	Centre de récupération des métaux	Benne de 30m ³ , benne avec grappin
	Câbles sans substances dangereuses	17.04.11	Recyclage après broyage	Centre de récupération des métaux	Benne de 30m ³ , benne avec grappin
	Matières plastiques	17.02.03	Recyclage après tri, ou enfouissement, ou incinération	Centres de tri DND ou filière PVC	Benne de 30m ³
	Bois non traité	17.02.01	Réutilisation (portes), recyclage incinération	Centre de tri DND	Benne de 30m ³
	Laine de verre	17.06.04	Réutilisation, recyclage	Isover	Big bag, Benne de 30m ³
	Matériaux à base de plâtre	17.08.02	Réutilisation, recyclage, enfouissement	Placo Recycling, Centres de tri DND	Benne de 30m ³
	Fenêtre	17.09.04	Recyclage	Plateforme ESS de transformation et emploi	Stockage sur palette ou chevalet
	Déchets de déconstruction ou démolition en mélange	17.09.04	Valorisation énergétique, incinération, enfouissement	Centre de tri DND	Benne de 30m ³
	Isolants	17 06 04	Recyclage après tri, ou enfouissement	Centres de tri DND	Benne de 30m ³

10.3 LES DECHETS DANGEREUX - DD

Les déchets dangereux, anciennement nommés déchets industriels spéciaux (DIS), contiennent des substances dangereuses pour l'environnement ou la santé. Ils sont marqués d'un astérisque dans la classification des déchets. (Article R. 541-8 du code de l'environnement).

La réglementation impose un suivi rigoureux de ces déchets à l'aide de bordereaux de suivi.

Les propriétés qui rendent les déchets dangereux et leur code :

- H1 (Explosif) ;
- H2 (Comburant) ;
- H3-A (Facilement inflammable) ;
- H3-B (Inflammable) ;
- H4 (Irritant) ;
- H5 (Nocif) ;
- H6 (Toxique) ;
- H7 (Cancérogène) ;
- H8 (Corrosif) ;
- H9 (Infectieux) ;
- H10 (Toxique pour la reproduction) ;
- H11 (Mutagène) ;
- H12 (Substances et préparations qui, au contact de l'eau, de l'air ou d'un acide, dégagent un gaz toxique ou très toxique) ;
- H13 (Sensibilisant) ;
- H14 (Écotoxique) ;
- H15 (Substances et préparations susceptibles, après élimination, de donner naissance, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-dessus).

Il s'agit notamment des :

- Aérosols,
- Accumulateurs et piles contenant des substances dangereuses,
- Bois traité avec des substances dangereuses,
- Boues de séparateur d'hydrocarbures,
- Cartouches contenant des substances dangereuses,
- Emballages souillés par des substances dangereuses,
- Produits contenant du goudron,
- Lampes à économie d'énergie,
- DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) contenant des substances dangereuses,
- Peintures, vernis, colles, solvants contenant des substances dangereuses,
- Pinceaux, chiffons souillés avec des produits dangereux,
- Produits absorbants pollués aux hydrocarbures,
- Transformateurs au pyralène...
- Matériaux et produits contenant de l'Amiante (friable et lié).

Les déchets dangereux sont suivis par un bordereau de suivi des déchets qui les accompagne depuis le producteur, puis tout au long du circuit de collecte et de traitement du déchet.

Le transport des déchets dangereux peut être soumis à la réglementation relative au transport de matières dangereuses, complété par la réglementation "ATD" qui encadre le transport routier des marchandises dangereuses.

Le transit, lorsqu'il est nécessaire, et le traitement des déchets dangereux dans des installations classées pour la protection de l'environnement doivent être effectués dans des installations adaptées.

10.4 DECHETS PARTICULIERS

Quel que soit le déchet, le choix de la filière de traitement dépend des paramètres physico-chimiques entrant dans sa composition, et de fait, certains matériaux du même type peuvent avoir des filières d'élimination différentes selon leur composition.

Ces constatations se vérifient particulièrement sur les bétons de mâchefer, de nature particulièrement hétérogène, ou encore les éléments contenant du plomb.

Particularité concernant les filières de traitement ou élimination des bétons de mâchefer.

Les analyses de type pack ISDI permettent de déterminer les paramètres physico chimiques des bétons de mâchefer.

Selon les concentrations des différents paramètres, les bétons de mâchefer peuvent être éliminés en Installation de Stockage de Déchets Inertes (ISDI), Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND), ou Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD), selon Décision n° 2003/33/CE du 19/12/02.

Particularités concernant les filières de traitement ou élimination des matériaux contenant du plomb.

Type de déchets	Filière d'élimination	Condition d'acceptabilité
Matériaux inertes (intègres) (pierres, briques, blocs de béton... sauf plâtre) revêtus de peinture au plomb.	Installation de stockage de déchets inertes	Teneur en Pb lixiviable inférieure à 0,5mg/kgMS*.
Éléments non déstructurés en bois ou métalliques, éléments en plâtre, revêtus de peinture au plomb.	Installation de stockage de déchets non dangereux ou filière de valorisation (métaux) ou filière plâtre avec alvéoles monomatériaux.	Teneur en Plomb lixiviable inférieur à 10mg/KgMS*.
Débris et poussières de peinture de plomb.	Installation de stockage de déchets dangereux	Teneur en Plomb lixiviable inférieur à 50mg/KgMS*.
Débris et poussières de peinture de plomb avec teneur en Plomb lixiviable supérieure à 50mg/KgMS*.	Traitement dans une unité spécialisée, afin d'obtenir une teneur en plomb inférieure à 50mg/kg avant stockage en installation de stockage de déchets dangereux	

*Selon Décision n° 2003/33/CE du 19/12/02 et guide Traitement des peintures au plomb de l'OPPBTP (2015)

11. CARACTERISATION DES PRODUITS, EQUIPEMENTS ET MATERIAUX (PEM) IDENTIFIES COMME POTENTIELLEMENT REEMPLOYABLE

11.1 REMBLAIS DE FONDATION

Désignation	Localisation	Précision de localisation	Famille site	Sous famille	Code déchet	Matériaux / Equipements	Famille selon grille d'inventaire	Matériaux séparables	Présence de substances dangereuses
Remblais de fondations	Bâtiment D4	Fondations	Gros œuvre	Fondations	20 02 02	Terres et pierres	Terre (hors terre végétale) non polluée	Multimatériaux non séparable	RAS

NB : matériau inaccessible, dont l'épaisseur a été estimée en regard des plans de fondations

Quantités totales : 1 360m3 (2 722T)

Potentiel de ré-emploi : 80%

Précaution de dépose, transport et stockage :

- Stockage provisoire : sur andain.

11.2 BORDURES DE VOIRIE

Désignation	Localisation	Précision de localisation	Famille site	Sous famille	Code déchet	Matériaux / Equipements	Famille selon grille d'inventaire	Matériaux séparables	Présence de substances dangereuses
Bordure	Bâtiment D4	Voirie	Aménagement Ext.	Voirie	17 01 01	béton	Béton et Pierre	Monomatériaux	RAS

Quantités totales : 850ml (63,8T)

Potentiel de ré-emploi : 50%

Précaution de dépose, transport et stockage :

- Dépose : minipelle
- Stockage provisoire : Palette

12. DECHETS INERTES IDENTIFIES SUR SITE (DI)

Désignation	Précision de localisation	Famille site	Sous famille	Matériaux / Equipements	Catégorie	Présence de substances dangereuses	Typologie	Code déchet	Quantité (unité)	Unité de mesure	Volume total corrigé (m3)	Masse (tonnes)	Filières et exutoires possibles ?	% Réutilisation (sur site ou hors site)	% Recyclable	% Remblayage, comblement de carrière	% Incinération avec valorisation énergétique	% Incinération sans valorisation énergétique	% Non valorisable, à enfouir
Dallage béton	Gros œuvre	Gros œuvre	Dallage	béton	Béton et Pierre	RAS	DI	17 01 01	97,20	m3	126,36	213,84	Valorisation matière		50	50			
Plaque de caniveaux béton	Caniveaux	Second œuvre	Caniveaux	béton	Béton et Pierre	RAS	DI	17 01 01	60,62	m²	3,94	6,37	Valorisation matière		50	50			
Enrobés est	Enrobés	Aménagement Ext.	Enrobés	mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01*	Mélanges bitumineux (sans goudron)	RAS	DI	17 03 02	3 251,00	m²	295,84	455,14	Valorisation matière		50	50			
Enrobés ouest	Enrobés	Aménagement Ext.	Enrobés	mélanges bitumineux autres que ceux visés à la rubrique 17 03 01*	Mélanges bitumineux (sans goudron)	RAS	DI	17 03 02	3 131,00	m²	284,92	438,34	Valorisation matière		50	50			
Pièce M36	Fondations	Gros œuvre	Fondations	béton	Béton et Pierre	RAS	DI	17 01 01	7,23	m3	9,40	15,91	Valorisation matière		50	50			
Pièces M8 à M14 et M22 à M28	Fondations	Gros œuvre	Fondations	béton	Béton et Pierre	RAS	DI	17 01 01	22,93	m3	29,81	50,45	Valorisation matière		50	50			

13. DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES IDENTIFIES SUR SITE (DNDNI)

Désignation	Précision de localisation	Famille site	Sous famille	Matériaux / Equipements	Catégorie	Présence de substances dangereuses	Typologie	Code déchet	Quantité (unité)	Unité de mesure	Volume total corrigé (m3)	Masse (tonnes)	Filières et exutoires possibles ?	% Réutilisation (sur site ou hors site)	% Recyclable	% Remblayage, comblement de carrière	% Incinération avec valorisation énergétique	% Incinération sans valorisation énergétique	% Non valorisable, à enfouir
Ferrailage dalle béton	Gros œuvre	Gros œuvre	Dallage	fer et acier	Acier	RAS	DND	17 04 05	972,00	m²	126,36	1,94	Valorisation matière		90				10
Ferrailage Plaque de caniveaux béton	Caniveaux	Second œuvre	Caniveaux	fer et acier	Acier	RAS	DND	17 04 05	60,62	m²	3,94	0,12	Valorisation matière		90				10
Cornières de caniveaux béton	Caniveaux	Second œuvre	Caniveaux	fer et acier	Acier	RAS	DND	17 04 05	242,48	ml	0,79	0,91	Valorisation matière		90				10
Plaque acier caniveaux - Peinture Plomb	Caniveaux	Second œuvre	Caniveaux	fer et acier	Acier	Plomb	DND	17 04 09*	6,00	m²	0,05	0,27	Valorisation matière		90				10
Plaque acier - Peinture Plomb	Dalle	Second œuvre	Tranchées techniques	fer et acier	Acier	Plomb	DND	17 04 09*	7,00	m²	0,05	0,25	Valorisation matière		90				10
Cornière de tranchée technique - Peinture Plomb	Dalle	Second œuvre	Tranchées techniques	fer et acier	Acier	Plomb	DND	17 04 09*	7,00	m²	0,00	0,04	Valorisation matière		90				10
Châssis de visite - Peinture Plomb	Dalle	Second œuvre	Châssis de visite	fer et acier	Acier	Plomb	DND	17 04 09*	10,00	U	0,06	0,20	Valorisation matière		90				10
Pièce M36 (ferrailage)	Fondations	Gros œuvre	Fondations	fer et acier	Acier	RAS	DND	17 04 05	7,23	m3	9,40	0,36	Valorisation matière		90				10
Pièces M8 à M14 et M22 à M28 (ferrailage)	Fondations	Gros œuvre	Fondations	fer et acier	Acier	RAS	DND	17 04 05	22,93	m3	29,81	1,15	Valorisation matière		90				10
Fourreaux	Caniveaux	Second œuvre	Caniveaux	matières plastiques	Plastiques durs, PVC	RAS	DND	17 02 03	3,00	ml	0,97	0,16	Valorisation matière		17		9		74
Câblage	Caniveaux	Second œuvre	Caniveaux	câbles autres que ceux visés à la rubrique 17 04 10	Autres métaux	RAS	DND	17 04 11	15,00	ml	0,14	0,39	Valorisation matière		90				10

14. DECHETS D'EQUIPEMENT IDENTIFIES SUR SITE (DE)

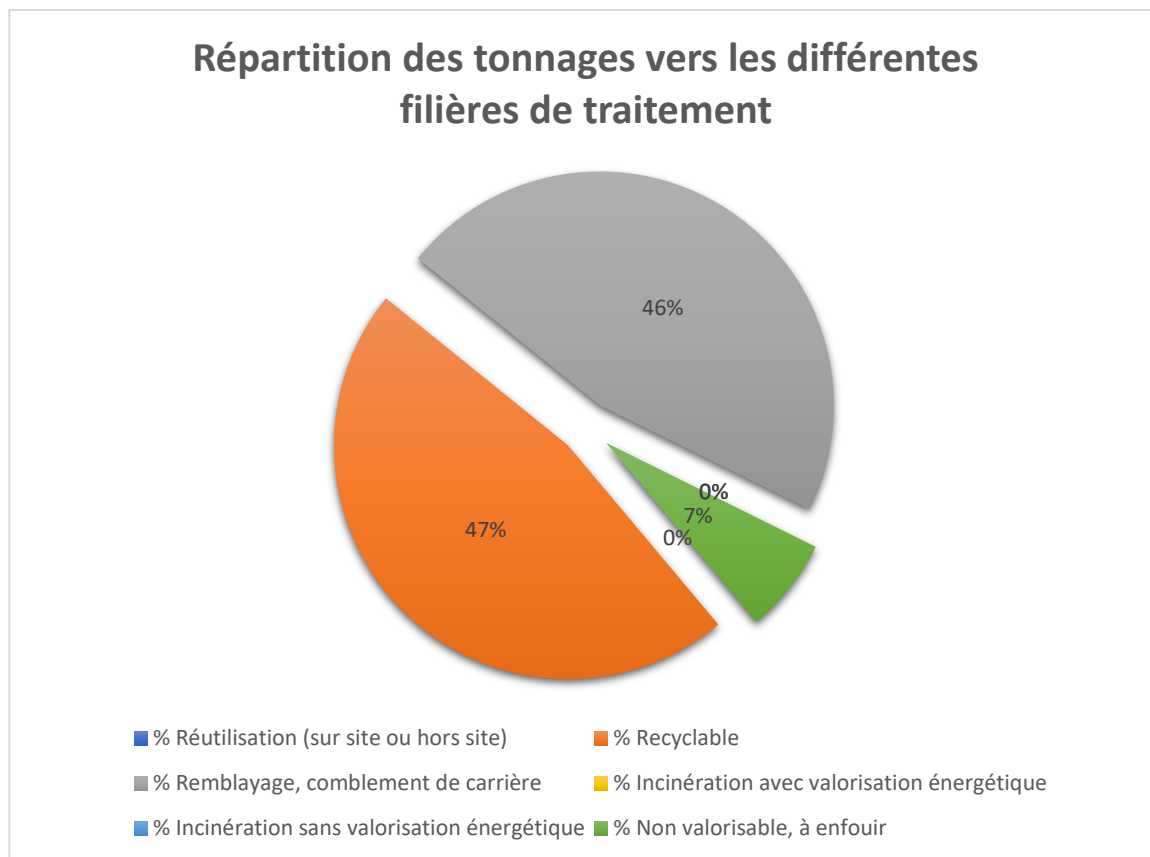
Désignation	Précision de localisation	Famille site	Sous famille	Matériaux / Equipements	Catégorie	Présence de substances dangereuses	Typologie	Code déchet	Quantité (unité)	Unité de mesure	Volume total corrigé (m3)	Masse (tonnes)	Filières et exutoires possibles ?	% Réutilisation (sur site ou hors site)	% Recyclable	% Remblayage, comblement de carrière	% Incinération avec valorisation énergétique	% Incinération sans valorisation énergétique	% Non valorisable, à enfouir
Sans objet																			

15. DECHETS DANGEREUX IDENTIFIES SUR SITE (DD)

Désignation	Précision de localisation	Famille site	Sous famille	Matériaux / Equipements	Catégorie	Présence de substances dangereuses	Typologie	Code déchet	Quantité (unité)	Unité de mesure	Volume total corrigé (m3)	Masse (tonnes)	Filières et exutoires possibles ?	% Réutilisation (sur site ou hors site)	% Recyclable	% Remblayage, comblement de carrière	% Incinération avec valorisation énergétique	% Incinération sans valorisation énergétique	% Non valorisable, à enfouir
Enrobés amiantés	Enrobés	Aménagement Ext.	Enrobés	mélanges bitumineux contenant du goudron	Mélange bitumineux contenant du goudron	Amiante	DD	17 03 01*	143,00**	m²	13,01	20,02	Elimination						100
Enrobés amiantés	Enrobés	Aménagement Ext.	Enrobés	mélanges bitumineux contenant du goudron	Mélange bitumineux contenant du goudron	Amiante	DD	17 03 01*	307,00**	m²	27,49	42,98	Elimination						100

**Données à titre indicatif compte tenu du manque de précisions dans le rapport de repérage amiante.

16. REPARTITION DES TONNAGES VERS LES DIFFERENTES FILIERES DE TRAITEMENT SELON ETUDE



17. CONDITIONS ECONOMIQUES ET TECHNIQUES NECESSAIRES A LA VALORISATION OU A L'ELIMINATION DES DECHETS

Source CSTB

17.1 LES DECHETS INERTES

17.1.1 Bétons et pierres

Les déchets inertes font systématiquement l'objet d'un tri séparé des autres catégories de déchets. Le béton est, lui, trié sélectivement. En fonction de l'emprise disponible, il arrive que le chantier utilise un concasseur pour utiliser la grave recyclée in situ, afin de limiter les coûts de transport et les impacts environnementaux associés. D'autres pratiques émergent pour produire du béton coulé en place ou des produits en béton fabriqués en usine et contenant des granulats recyclés.

Déconstruction des éléments :

- Les éléments en béton hors gros œuvre (mobiliier extérieur, pavé, parement) sont déposés sélectivement. S'ils ne sont pas réemployables, ils rejoignent les déchets de béton séparés des autres fractions inertes ;

- Pour la démolition d'une structure en béton, quelle que soit la méthode employée (mécanique ou explosive), il est important d'avoir réalisé au préalable un curage complet du bâtiment.

Celui-ci permet d'obtenir uniquement des déchets de béton lors de l'abattage de la structure, et d'éviter toute pollution exogène, notamment par le plâtre ou des substances dangereuses ;

- Si l'environnement du chantier le permet (notamment les surfaces disponibles), les déchets de béton peuvent être déferpillés et concassés sur site à l'aide de concasseurs mobiles (achat par l'entreprise ou location pour la durée des opérations). Le matériau servira alors pour réaménager la parcelle. Cette pratique, de plus en plus répandue sur les chantiers de déconstruction, peut être l'occasion de monter un véritable projet de recyclage du béton pour un usage de béton dans le projet de réaménagement suivant la déconstruction.

Conditionnement des déchets :

- Bennes (de 5 à 30 m³) ;
- Monticules de déchets béton si l'espace sur chantier le permet, avant chargement pour transport ou concassage sur site.

Reprise par les filières de valorisation

Tarifs (hors frais de transport et location de bennes) :

Le coût de la gestion des déchets se distingue selon les divers postes :

- La pré-collecte (contenant), dont le coût est souvent lié à un prix de location ;
- Le transport, dont le coût est directement lié à la distance entre le chantier et l'exutoire ;
- Le traitement, dont le coût est lié à la filière.

Selon la FFB, les coûts estimés sont les suivants :

- Pour la production de granulats recyclés : 10 à 20 € / tonne ;
- Pour le remblai de carrière : 3 à 6 € / tonne. Ces chiffres sont en hausse, notamment en Ile-de-France où il faut compter 7 à 8 € / tonne ;
- Pour un enfouissement en ISDI : 6 à 10 € / tonne. Ces chiffres sont en hausse, notamment en Ile-de-France où il faut compter 8 à 12 € / tonne.

Selon le ministère de la Transition écologique, le tarif de rachat de granulats recyclés est estimé entre 4 et 15 € / tonne, selon la qualité.

Conditions de reprise :

- Si les déchets de béton n'ont pas été traités sur le site du chantier, ils sont acceptés par les recycleurs triés ou en mélange avec d'autres déchets inertes ;
- Refus de toute fraction non inerte non dangereuse (plâtre, plastique, bois, métal, etc.) ;
- Acceptation de présence de reste d'armature dans le béton.

17.2 LES DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES

17.3 LES METAUX

Les déchets métalliques font l'objet, dans la quasi-totalité des chantiers, d'un tri séparé, avec la plupart du temps une séparation des différents types de métaux (acier, aluminium, cuivre, etc.). Le béton peut également être déferpillé sur chantier pour récupérer les armatures.

Déconstruction des éléments :

- Étant donnée la diversité des éléments en métal qui se trouvent dans un bâtiment il n'y a pas de méthodologie générique de dépose. Dans certains cas, les industriels peuvent proposer des recommandations spécifiques dans les fiches techniques ou autres documents accompagnant la mise en marché de leurs PEM ;
- Les menuiseries en aluminium sont déposées, sans casse, pour être envoyées vers les ateliers de démantèlement (voir Fiche Verre plat) ;
- Si les déchets de béton sont concassés sur site, ils peuvent également être déferpillés pour extraire les armatures en acier (voir Fiche Béton) ;
- Les câbles électriques peuvent être déposés puis stockés sélectivement, certains collecteurs de déchets proposant un service de recyclage spécialisé pour ce type de déchet.

Conditionnement des déchets :

- Bennes (de 5 à 30 m³), Big Bag (1 m³) ;
- Tri séparé des différents métaux si l'espace le permet ;
- Ou mélange des métaux dans une même benne pour envoi dans un centre de tri (a priori, cette alternative est moins intéressante économiquement) ;
- Les métaux sont l'un des 7 flux pour lesquels il y a une obligation de tri sur chantier (voir décret n°2021-950 du 16 juillet 2021 d'application de la loi AGEC).

Tarifs (hors frais de transport et location de bennes) :

Le coût de la gestion des déchets se distingue selon les divers postes :

- La pré-collecte (contenant), dont le coût est souvent lié à un prix de location ;
- Le transport, dont le coût est directement lié à la distance entre le chantier et l'exutoire ;
- Le traitement, dont le coût est lié à la filière.

Selon la FFB, les tarifs sont les suivants :

- Pour un enfouissement en ISDND : 70 à 100 € / tonne ;
 - Pour le recyclage : rachat par les ferrailleurs (le cours des métaux est assez variable) ;
- Fer, acier, fonte : 0,10 à 0,30 € / kg ;
- Cuivre : 5 € / kg ;
 - Zinc, aluminium, plomb, inox : 1 € / kg ;
 - Câble électrique : 1 à 3 € / kg.

Conditions de reprise :

- Tous les types de métaux triés ou non, câbles électriques inclus ;
- Refus des bennes incluant d'autres déchets (plastiques, bois, inertes, verre) ;
- Refus des DEEE métalliques (pris en charge dans une filière REP) ;
- Acceptation des menuiseries en aluminium intactes par les ateliers de démantèlement.

17.4 LES PLASTIQUES

Les plastiques ne sont pas souvent triés et sont souvent mélangés en bennes de déchets non dangereux pour être enfouis ou incinérés. Il peut arriver que les éléments en PVC rigide, notamment, soit collectés sélectivement et massifiés au dépôt des entreprises en quantités suffisantes pour un envoi vers les filières spécialisées.

Une des bonnes pratiques consiste à contacter les collecteurs de déchets les plus proches, en amont du chantier, pour connaître leurs conditions d'acceptation et organiser l'évacuation des déchets. La collecte comprend le regroupement des déchets depuis leur source de production, ainsi que l'étape de transport vers les centres de traitement. Des quantités de déchets de plastique ont été préalablement estimées au moment de l'élaboration du diagnostic PEMD.

Déconstruction des éléments :

- Pour les menuiseries en PVC, il est important de garder le produit entier pour l'emmener vers les ateliers de démantèlement (voir Fiche Verre plat) ;
- Concernant les autres éléments en plastique, et étant donnée leur diversité au sein des bâtiments, il n'y a pas de méthodologie de dépose spécifique.

Conditionnement des déchets :

- Les plastiques sont l'un des 7 flux pour lesquels il y a une obligation de tri sur chantier (voir le décret n°2021-950 du 16 juillet 2021 d'application de la loi AGEC) ;
- Bennes (de 5 à 30 m³), Big Bag (1 m³), sac (jusqu'à 25 kg, pour les faibles gisements) ;
- Collecte de tous types de plastiques dans un même contenant afin de permettre en aval le tri par des agents spécialement formés et l'envoi vers les filières de valorisation adéquates ;
- Pour certains chantiers avec des gisements importants d'un type de plastique en particulier, des services de collecte spécifiques peuvent être mobilisés.

Tarifs (hors frais de transport et location de bennes) :

Le coût de la gestion des déchets se distingue selon les divers postes :

- La pré-collecte (contenant), dont le coût est souvent lié à un prix de location ;
- Le transport, dont le coût est directement lié à la distance entre le chantier et l'exutoire ;
- Le traitement, dont le coût est lié à la filière.

Selon la FFB, les coûts estimés sont les suivants :

- Pour le recyclage du PVC : 100 € / tonne ;
- Pour un enfouissement du PVC en ISDND : 70 à 100 € / tonne.

Conditions de reprise :

- Déchets de plastique propres et non souillés (limiter les résidus de colle sur les déchets) ;
- Parmi les sols souples, seul le PVC souple est accepté par la filière plastiques. Les moquettes, le linoléum, le caoutchouc sont refusés, mais des filières spécifiques les valorisent ;
- Les menuiseries en PVC sont acceptées intactes par les ateliers de démantèlement ;
- Pour le PSE, les produits mis en œuvre jusqu'en 2016 sont susceptibles de contenir une substance héritée. La réglementation interdit donc leur recyclage et leur enfouissement et dans la pratique, seule l'incinération est autorisée. La valorisation énergétique est possible dans une installation classique. Une expérimentation de traitement est en cours dans une usine pilote aux Pays-Bas, avec le projet Polystyrène Loop, permettant de séparer cette substance héritée, du polystyrène.

18. PHASAGE DE DECONSTRUCTION, FILIERE DE TRAITEMENT

Liste des centres de traitement sur :

<http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr/rechercher-centres.aspx>

- L'entreprise de travaux mettra en place les EPI (équipements de protection individuelle) et les EPC (équipements de protection collective) afin d'éviter toute exposition de son personnel à des produits dangereux (peintures plomb/amiante) ou toute contamination du milieu environnant.
- Les éléments les plus volumineux pourront être évacués directement hors du bâtiment ou découpés in situ avant évacuation, selon le mode opératoire défini par l'entreprise de travaux.
- Les éléments déposés pourront être stockés sur une aire extérieure à proximité du bâtiment.
- La circulation du personnel et des engins de chantier seront soumis au plan d'installation de chantier.
- L'évacuation des déchets vers les centres de traitement sera effectuée dans le respect de la réglementation du transport des déchets.

19. FILIERE DE TRAITEMENT

Source : Base de données de la Fédération Française du Bâtiment (<http://www.dechets-chantier.ffbatiment.fr>)

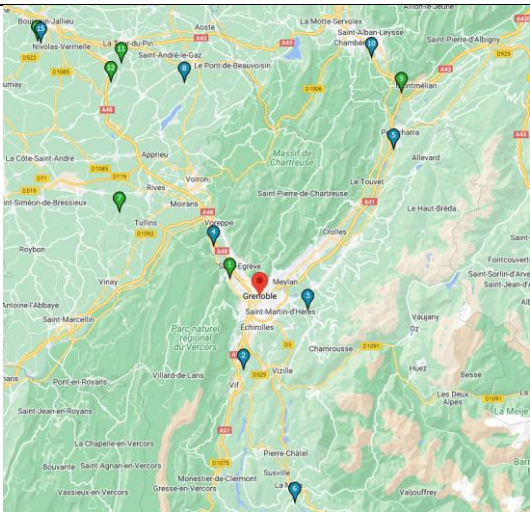



19.1 COLLECTE ET REGROUPEMENT / PRETRAITEMENT DES DECHETS DANGEREUX

La réglementation en matière de collecte, de transport et de courtage de déchet impose de faire appel à des sociétés dûment déclarées en préfecture pour leur activité (cf code de l'environnement article R 541-49 à R 541-64). Le producteur peut se charger de la collecte et du transport de ses propres déchets dans la mesure où il respecte la réglementation en vigueur concernant le transport de déchets ou de matières dangereuses.

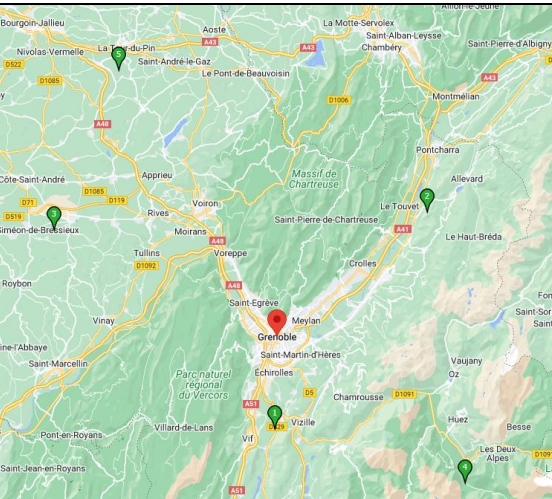











19.2 INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE DECHETS DANGEREUX

Localisation des centres	Nom et Coordonnées		
	NOM DU CENTRE	DISTANCE	VILLE
	1	ARC EN CIEL RECYCLAGE	13,36 km
	2	SUEZ R&V Centre Est	15,5 km
	3	SIBUET ENVIRONNEMENT	39,96 km
	4	ARC EN CIEL RECYCLAGE	40,75 km
	5	NANTET LOCABENNES	51,36 km
	6	SUEZ R&V Centre Est	62,59 km
	7	ARC EN CIEL RECYCLAGE	68,47 km
	8	ARC EN CIEL RECYCLAGE	70,82 km
	9	SUEZ R&V Centre Est	71,58 km
	10	NANTET LOCABENNES	73,48 km

19.3 INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE DECHETS NON DANGEREUX

	NOM DU CENTRE	DISTANCE	VILLE	VALORISATION
	1 SRPM	9,28 km	FONTANIL-CORNILLON	
	2 PAPREC ISERE	12,15 km	VARCES-ALLIERES-ET-RISSET	
	3 ARC EN CIEL RECYCLAGE	12,63 km	DOMENE	
	4 SUEZ R&V Centre Est	15,8 km	VOREPPE	
	5 SIBUET ENVIRONNEMENT	39,22 km	PONTCHARRA	
	6 PAPREC Réseau Agence GROS ENVIRONNEMENT	40,56 km	LA MURE	
	7 ARC EN CIEL RECYCLAGE	41,05 km	IZEAUX	
	8 GUYONNET	49,43 km	LES ABRETS	
	9 NANTET LOCABENNES	50,62 km	FRANCIN	
	10 EXCOFFIER RECYCLAGE	57,47 km	SAINT-ALBAN-LEYSSE	
Localisation des centres		Nom et Coordonnées		

19.4 INSTALLATIONS DE STOCKAGE DE DECHETS INERTES

	NOM DU CENTRE	DISTANCE	VILLE	VALORISATION
	1 CMCA AUVERGNE RHONE ALPES site SOVEMAT	14,94 km	CHAMPAGNIER	
	2 CMCA AUVERGNE RHONE ALPES site SOVEMAT	34,7 km	LE CHEYLAS	
	3 GMTP	48,88 km	BREZINS	
	4 CMCA AUVERGNE RHONE ALPES	55,64 km	AURIS	
	5 ONYX ARA - Jean CLERC	64,44 km	SAINT-JEAN-DE-SOUDAIN	 
	6 CHEVAL GRANULAT	76,82 km	BOURG-DE-PEAGE	
	7 PERRIER TP	88,7 km	COLOMBIER-SAUGNIEU	
	8 CHEVAL GRANULATS	89,17 km	CHABEUIL	
	9 CEMEX - SITE DE OYTIER	90,09 km	OYTIER-SAINT-OBLAS	
	10 GRANULATS VICAT L'ARMAILLER	92,74 km	BOURG-LES-VALENCE	
Localisation des centres		Nom et Coordonnées		

20. DETAIL DES DECHETS

Un tableur reprenant les données indiquées ci-dessus est joint au présent rapport.

21. ANNEXE – ATTESTATION D'ASSURANCE



P2G134654

Notre référence à rappeler
dans toute correspondance :

N° assuré : H24104W
N° contrat : 7352000 / 002 138820/7
Code courtier : 2470/M357
N° SIREN : 400375648

-LEI LYONNAISE D.ENVIRONNEMENT ET
D.I-
42 rue Simone Veil
69200 VENISSIEUX

Pour tout renseignement contacter :

Votre intermédiaire
CREA SA
68 COURS LAFAYETTE
69003 LYON
Tél. : 04.78.52.26.20
Fax : 04.78.65.06.62

223013111540930000001



Attestation d'assurance Contrat d'assurance GLOBAL INGENIERIE Période de validité : du 01/01/2023 au 31/12/2023

SMA SA désigné l'assureur atteste que l'assuré désigné ci-dessus est titulaire d'un contrat d'assurance professionnelle GLOBAL INGENIERIE numéro H24104W7352000 / 002 138820/7.

Bénéficiaire(nt) de la qualité d'assuré :

- Le souscripteur

1 - PERIMETRE DES MISSIONS PROFESSIONNELLES GARANTIES

1-1 Missions bénéficiant des garanties d'assurance de responsabilité décennale obligatoire et complémentaire, de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance et des garanties de responsabilité civile

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat :

- **Mission : Maîtrise d'oeuvre amiante et Assistance technique aux maîtres d'ouvrage pour les travaux de désamiantage**
Définition :
Maîtrise d'oeuvre de désamiantage.
et assistance technique aux maîtres d'ouvrage pour les travaux de désamiantage
- **Mission : Maîtrise d'oeuvre de conception et de réalisation**
Définition :
Mission complète de maîtrise d'oeuvre (études générales) comportant :
 - la conception (établissement de tous documents, pièces écrites et plans),
 - la réalisation (direction, contrôle général des travaux et réception des travaux).

1-2 Missions bénéficiant des garanties d'assurance de responsabilité civile hors garanties d'assurance de responsabilité décennale obligatoire et complémentaire et de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance

Seules les missions suivantes sont garanties par le présent contrat :

- **Mission : Maîtrise d'oeuvre démolition et dépollution des sols**

SMA COURTAGE, DIRECTION COURTAGE DE SMABTP

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance

Entreprise régie par le Code des assurances au capital de 12 000 000 euros - RCS PARIS 332 789 296

8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr/courtage



N° assuré : H24104W
N° contrat : 7352000 / 002 138820/7
Code courtier : 2470/M357
N° SIREN : 400375648
Attestation

2/6

- **Mission : Diagnostic produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments (PEMD)**
Diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiment conformément au décret n°2021-821 du 25 juin 2021

2 - GARANTIES D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE ET COMPLEMENTAIRE POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

Les garanties objets de la présente attestation s'appliquent :

- aux missions professionnelles suivantes : missions listées au paragraphe 1-1 ci-avant ;
- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I à l'article A-243-1 du code des assurances ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DOM ;
- aux chantiers dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €. Cette somme est illimitée en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 € par sinistre ;
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : tous travaux, produits et procédés de construction.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

-----Tableau de la garantie d'assurance de responsabilité décennale obligatoire en page suivante-----

SMA COURTAGE, DIRECTION COURTAGE DE SMABTP

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le Code des assurances au capital de 12 000 000 euros - RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr/courtage

N° assuré : H24104W
N° contrat : 7352000 / 002 138820/7
Code courtier : 2470/M357
N° SIREN : 400375648
Attestation

3/6

2.1 - ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243-1-1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie s'applique pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

2.2 - GARANTIE DE RESPONSABILITE DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DECENNALE

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré qui intervient en qualité de sous-traitant, en cas de dommages de nature décennale dans les conditions et limites posées par les articles 1792 et 1792-2 du code civil, sur des ouvrages soumis à l'obligation d'assurance de responsabilité décennale. Cette garantie est accordée pour une durée ferme de dix ans à compter de la réception visée à l'article 1792-4-2 du code civil.

La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.

Le montant des garanties accordées couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage, sans pouvoir excéder en cas de CCRD, 3 000 000 € par sinistre.

SMA COURTAGE, DIRECTION COURTAGE DE SMABTP

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance

Entreprise régie par le Code des assurances au capital de 12 000 000 euros - RCS PARIS 332 789 296

8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr/courtage



N° assuré : H24104W
N° contrat : 7352000 / 002 138820/7
Code courtier : 2470/M357
N° SIREN : 400375648
Attestation

4/6

2.3 - GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Le contrat garantit la responsabilité de l'assuré en cas de dommages matériels affectant les éléments d'équipements relevant de la garantie de bon fonctionnement visée à l'article 1792-3 du code civil.

Cette garantie est accordée pour une durée de deux ans à compter de la réception et pour un montant de 500 000 euros par sinistre et par an.

3 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE DECENNALE POUR LES OUVRAGES NON SOUMIS A L'OBLIGATION D'ASSURANCE

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation ;
- aux travaux réalisés en France Métropolitaine et dans les DROM ;
- aux opérations de construction non soumises à l'obligation d'assurance dont le coût total de construction H.T. tous corps d'état (honoraires compris), déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 26 000 000 €. Au-delà de ce montant, l'assuré doit déclarer le chantier concerné et souscrire auprès de l'assureur un avenant d'adaptation de garantie. A défaut, il sera appliqué la règle proportionnelle prévue à l'article L121-5 du code des assurances ;
- aux missions professionnelles, travaux, produits et procédés de construction listés au paragraphe 1-1 ci-avant.

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur. Tous travaux, ouvrages ou opérations ne correspondant pas aux conditions précitées peuvent faire l'objet sur demande spéciale de l'assuré d'une garantie spécifique, soit par contrat soit par avenant.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Garantie de responsabilité décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance mentionnés au contrat, y compris en sa qualité de sous-traitant, dans les conditions et limites posées par les articles 1792, 1792-2, 1792-4-1 et 1792-4-2 du code civil.	1 500 000 euros par sinistre et par an

4 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE EXPLOITATION

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant à l'assuré à l'occasion de l'exploitation de sa société pour l'exercice de son activité ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

SMA COURTAGE, DIRECTION COURTAGE DE SMABTP

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance

Entreprise régie par le Code des assurances au capital de 12 000 000 euros - RCS PARIS 332 789 296

8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr/courtage

N° assuré : H24104W
 N° contrat : 7352000 / 002 138820/7
 Code courtier : 2470/M357
 N° SIREN : 400375648
 Attestation

5/6

Nature de la garantie	Montant de garantie
Dommages corporels	8 000 000 euros par sinistre
Dommages matériels et immatériels	1 000 000 euros par sinistre
- dont dommages immatériels non consécutifs	500 000 euros par sinistre
- dont dommages aux biens des préposés	25 000 euros par sinistre

5 - GARANTIE D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE

Cette garantie a vocation à couvrir les dommages causés aux tiers relevant de la responsabilité civile professionnelle de l'assuré en dehors des dispositions relevant des articles 1792 et suivants du code civil relatifs à la garantie décennale traités aux paragraphes 2 et 3 ci-avant.

La garantie objet du présent paragraphe s'applique :

- aux missions professionnelles listées aux paragraphes 1-1 et 1-2 ci-avant ;
- aux réclamations formulées pendant la période de validité de la présente attestation.

Nature de la garantie	Montant de garantie
Dommages corporels	8 000 000 euros par sinistre et par an
Dommages matériels et immatériels France	2 000 000 euros par sinistre et par an
- dont dommages immatériels non consécutifs	500 000 euros par sinistre et par an
- dont dommages aux biens confiés	100 000 euros par sinistre et par an
Dommages matériels et immatériels pour les pays limitrophes de la France	1 000 000 euros par sinistre et par an
- dont dommages immatériels non consécutifs	500 000 euros par sinistre et par an
- dont dommages aux biens confiés	100 000 euros par sinistre et par an
Limite pour tous dommages confondus d'atteinte à l'environnement y compris ceux dus ou liés à l'amiante	750 000 euros par sinistre et par an
Responsabilité environnementale (pour les dommages survenus pendant la période de validité de la présente attestation et constatés pendant cette même période)	100 000 euros par sinistre et par an

SMA COURTAGE, DIRECTION COURTAGE DE SMABTP

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance

Entreprise régie par le Code des assurances au capital de 12 000 000 euros - RCS PARIS 332 789 296

8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr/courtage



N° assuré : H24104W
N° contrat : 7352000 / 002 138820/7
Code courtier : 2470/M357
N° SIREN : 400375648
Attestation

6/6

La présente attestation ne peut pas engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Fait à Paris,
le 31/01/2023

Le Président du Directoire



SMA COURTAGE, DIRECTION COURTAGE DE SMABTP

SMA SA, Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Entreprise régie par le Code des assurances au capital de 12 000 000 euros - RCS PARIS 332 789 296
8 rue Louis Armand • CS 71201 • 75738 PARIS Cedex 15 • Tél. : + 33 (0)1 40 59 70 00 • smabtp.fr/courtage